

CHAPTER 23

LOCKSMITHS, SECURITY GUARDS AND OTHER SECURITY OCCUPATIONS ACT

(Assented to April 18, 1991)

The Commissioner of the Northwest Territories, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows:

Definitions 1. (1) In this Act,

"business"
«entreprise» "business" means a company, partnership or sole proprietorship;

"company"
«compagnie» "company" means a company registered or incorporated under the *Companies Act*;

"conviction"
«déclaration de culpabilité» "conviction" means a conviction for an offence by a court under the *Criminal Code*, the *Young Offenders Act* (Canada), the *Income Tax Act* (Canada), the *Food and Drugs Act*, the *Narcotic Control Act* or any other prescribed Act, in respect of which no pardon has been granted under the *Criminal Records Act* (Canada);

"firearm"
«arme à feu» "firearm" means a firearm as defined in the *Criminal Code*;

"licence"
«permis» "licence" means a licence issued under this Act;

"locksmith"
«serrurier» "locksmith" means an individual who
(a) services, repairs, codes, recodes or replaces locks other than common locks;
(b) cuts, sells or otherwise provides keys other than common keys; or
(c) sells, services or repairs safes, vaults or strongboxes, other than common strongboxes;

"partnership"
«société de personnes» "partnership" means a partnership for which a declaration is registered under the *Partnership Act*;

"person"
«personne» "person" includes partnership;

"prescribed"
«version anglaise autorisée» "prescribed" means prescribed by regulation;

CHAPITRE 23

LOI SUR LES PROFESSIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ

(Sanctionnée le 18 avril 1991)

Le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, décrit :

Définitions 1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«arme à feu» Arme à feu au sens du *Code criminel*.

«compagnie» Compagnie enregistrée ou constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies*.

«conseiller en sécurité» Particulier qui fournit :
a) soit des avis sur les méthodes de protection des biens contre le vandalisme, les intrusions, les entrées non autorisées ou les vols;
b) soit des dispositifs de détection électromagnétiques ou acoustiques au moyen desquels des communications ou des dossiers privés peuvent être interceptés, transmis ou examinés.

«déclaration de culpabilité» Déclaration de culpabilité prononcée par un tribunal en vertu du *Code criminel*, de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada), de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur les aliments et drogues*, de la *Loi sur les stupéfiants* ou de toute autre loi prévue par règlement relativement à une infraction à l'égard de laquelle aucune réhabilitation n'a été accordée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada).

«détective privé» Particulier qui, contre rémunération, recherche ou obtient des renseignements sur :
a) des déclarations de culpabilité pour des infractions, notamment des infractions criminelles, commises par une personne;
b) les activités, la moralité ou la réputation d'une personne ou d'un organisme;
c) l'endroit où se trouve une personne disparue;
d) la cause d'incendies, d'accidents et d'autres incidents;

territoriaux se limite à l'enquête qu'elle est chargée de faire.

6. (1) Toute personne peut demander un permis d'entreprise de sécurité ou le renouvellement d'un tel permis en présentant au registraire :

- a) une demande remplie au moyen de la formule fournie par le registraire;
- b) le droit fixé par règlement;
- c) la preuve qu'un cautionnement a été ou sera fourni aux conditions et pour le montant prévus par règlement.

(2) L'auteur d'une demande de permis d'entreprise de sécurité mentionnée dans la demande :

- a) toute déclaration de culpabilité prononcée contre lui, contre l'un de ses associés s'il est constitué en société de personnes et contre l'un de ses administrateurs s'il est constitué en compagnie;
- b) le nom et l'adresse résidentielle de chacun de ses employés de sécurité;
- c) le nom et l'adresse résidentielle de chacun de ses associés, s'il est constitué en société de personnes;
- d) le nom et l'adresse résidentielle de chacun de ses administrateurs, s'il est constitué en compagnie.

(3) Les particuliers, les sociétés de personnes et les compagnies qui font une demande de permis d'entreprise de sécurité doivent respectivement à leur demande, leur affidavit, l'affidavit de chacun de leurs associés ou l'affidavit de chacun de leurs administrateurs. Il est attesté dans l'affidavit que les renseignements fournis dans la demande sont exacts.

7. (1) Toute personne peut demander un permis d'employé de sécurité ou le renouvellement d'un tel permis en présentant au registraire :

- a) une demande remplie au moyen de la formule fournie par le registraire;
 - b) le droit fixé par règlement.
- (2) La personne qui demande un permis d'employé de sécurité mentionné dans la demande :
- a) toute déclaration de culpabilité prononcée contre elle;
 - b) le nom et l'adresse d'affaires de l'entreprise de sécurité pour laquelle elle travaille.

ailleurs à titre de détectives privés mais qui recherchent et fournissent des renseignements :

- (i) quant à la cote de solvabilité de personnes;
- (ii) aux employeurs quant aux qualités et aux aptitudes de leurs employés ou d'employés éventuels;
- (iii) quant aux qualités et aux aptitudes de personnes qui demandent des assurances ou des cautionnements;
- (iv) aux personnes qui travaillent pour un employeur dans une entreprise qui n'est pas une entreprise de sécurité et qui exercent seulement pour leur employeur l'une quelconque des activités régies par la présente loi.

PERMIS

3. Il est interdit d'exploiter ou de prétendre exploiter une entreprise de sécurité à moins d'être titulaire :

- a) d'une part, d'un permis d'entreprise de sécurité;
- b) d'autre part, d'un permis d'employé de sécurité, dans le cas où la personne est également un employé de sécurité.

4. Seules les personnes qui sont titulaires d'un permis d'employé de sécurité peuvent agir à titre de serruriers, de détectives privés, d'installateurs de systèmes d'alarme, de conseillers en sécurité ou de gardes de sécurité.

5. Le présent loi n'a pas pour effet d'obliger une personne à être titulaire d'un permis d'employé de sécurité à titre de détective privé si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la personne :
 - (i) réside à l'extérieur des territoires;
 - (ii) est employée à l'extérieur des territoires par un employeur ou un client qui réside à l'extérieur des territoires, afin de faire une enquête en partie à l'extérieur des territoires et en partie dans les territoires;
 - (iii) vient temporairement dans les territoires aux fins de l'enquête uniquement;
- b) le travail de la personne dans les

(f) a person who searches for and furnishes information

- (i) as to the financial credit rating of persons;
 - (ii) to employers as to the qualifications and suitability of their employees or prospective employees; or
 - (iii) as to the qualifications and suitability of applicants for insurance and indemnity bonds, and who does not otherwise act as a private investigator;
- (g) a person who is employed by an employer in a business that is not a security business and carries on only for his or her employer any of the activities regulated by this Act.

LICENCES

3. No person shall carry on, or in any way hold himself out as carrying on, a security business unless the person is the holder of

- (a) a security business licence; and
- (b) a security employee licence, where the person is also a security employee.

4. No person shall act as a locksmith, private investigator, security alarm agent, security consultant or security guard unless the person is the holder of a security employee licence.

5. Nothing in this Act requires a person to hold a security employee licence as a private investigator if

- (a) the person
 - (i) resides outside the Territories;
 - (ii) is employed outside the Territories, by or on behalf of an employer or client who resides outside the Territories, to make an investigation or inquiry partly or wholly in the Territories and partly in the Territories; and
 - (iii) temporarily comes into the Territories solely for the purpose of the investigation or inquiry; and
- (b) the work of the person in the Territories is confined to making an investigation or inquiry for which the person is

employed out of the Territories.

Application for security business licence

6. (1) A person may apply for a security business licence or for a renewal of a security business licence by submitting to the Registrar

- (a) a completed application in the form provided by the Registrar;
- (b) the prescribed fee; and
- (c) proof that a bond will be or has been issued on the terms and in the amount prescribed.

Information required

(2) A person applying for a security business licence shall set out in the application,

- (a) any conviction against the applicant, in a partnership and any of the directors where the applicant is a company;
- (b) the name and residential address of each security employee;
- (c) the name and residential address of each partner, where the applicant is a partnership; and
- (d) the name and residential address of each director, where the applicant is a company.

Application for security employee licence

7. (1) A person may apply for a security employee licence or for a renewal of a security employee licence by submitting to the Registrar

- (a) a completed application in the form provided by the Registrar; and
 - (b) the prescribed fee.
- (2) A person applying for a security employee licence shall set out in the application
- (a) any conviction against the applicant; and
 - (b) the name and business address of the security business he or she is employed by.

Information required

(3) A person applying for a security business licence shall attach to the application an affidavit of the applicant where the applicant is an individual, affidavits of each partner where the applicant is a partnership or affidavits of each director where the applicant is a company, in which the applicant, partner or director, as the case may be, deposes that the information set out in the application is true.

68

Attaires (3) A person applying for a security employee licence shall attach to the application an affidavit in which the applicant deposes that the information set out in the application is true.

1. (1) If the Registrar is satisfied that the requirements of the Act and regulations have been met, the Registrar may issue or renew a licence subject to such terms and conditions as the Registrar considers reasonable.

(2) A licence is not transferable and is subject to such terms and conditions as are imposed at the time the licence is issued by the Registrar or as are prescribed.

(3) Where the Registrar has refused to issue or renew a licence or has suspended or cancelled a licence, a further application for a licence may be made to the Registrar where there is new evidence in support of the application or material circumstances have changed.

(4) The Registrar shall specify, on any licence issued, (a) the type of security business or businesses the applicant is licensed to carry on, where the applicant is a security business; or (b) the security business that employs the security employee, where the applicant is a security employee.

(5) The Registrar may issue more than one security business licence to an applicant.

9. (1) The Registrar may issue a temporary licence for a period not exceeding 90 days (a) when a person applies for a licence or renewal of a licence; or (b) to a partnership, when a change of partners occurs.

(2) When a person who holds a security business licence dies or becomes incapacitated, the Registrar may issue a temporary security business licence to the personal representative or trustee of the person's estate to continue the business permitted in the licence for a period of time specified by the Registrar.

10. (1) A licence other than a temporary licence expires on the 31st day of March following the day on which the licence was issued unless the licence has previously been cancelled.

(2) A security business licence held by a partnership expires 30 days after a change of partners occurs.

(3) A security employee licence expires when the security employee is no longer employed by the security business specified in the licence under paragraph 8(4)(b).

HEARINGS

11. (1) The Registrar may, in accordance with sections 12 to 16, refuse to issue or renew a licence where (a) the applicant, a director of the applicant, or a partner of the applicant is a company, or a partner of the applicant, where the applicant is a partnership, has been convicted for a criminal or other offence in respect of which no pardon has been granted under the Criminal Records Act (Canada) and that the Registrar considers relevant to the fitness of the applicant to engage in employment as a security employee or to carry on a security business;

(b) the applicant (i) makes a false statement in an application to the Registrar, or (ii) neglects or refuses to produce to the Registrar any information required by this Act or the regulations; or (c) in the case of an application to renew, the applicant has (i) made a false statement in a report to the Registrar, (ii) contravened the Act or the regulations, or (iii) failed to pay a judgment of a court against the applicant for damages sustained by reason of an act or omission of the applicant or employees of the applicant done or occurring in connection with the business or employment in respect of which the licence to be renewed

10. (1) Les permis, à l'exclusion des permis temporaires, expirent le 31 mars suivant leur délivrance, à moins qu'ils n'aient été annulés antérieurement.

(2) Le permis d'entreprise de sécurité dont le titulaire est une société de personnes expire 30 jours suivant la date à laquelle un changement d'associés est produit.

(3) Le permis d'employé de sécurité expire à la date à laquelle l'employé de sécurité cesse de travailler pour l'entreprise de sécurité mentionnée au permis en vertu de l'alinéa 8(4)b).

AUDIENCES

11. (1) Le registraire peut, en conformité avec les articles 12 à 16, refuser de délivrer ou de renouveler un permis lorsque :

a) l'auteur de la demande, un de ses administrateurs s'il est constitué en compagnie ou un de ses associés s'il est constitué en société de personnes a été déclaré coupable d'une infraction, notamment d'une infraction criminelle, à l'égard de laquelle aucune réhabilitation n'a été accordée en vertu de la Loi sur le cours judiciaire (Canada) et que le registraire estime avoir rapport à l'aptitude de l'auteur de la demande à travailler à titre d'employé de sécurité ou à exploiter une entreprise de sécurité;

b) l'auteur de la demande : (i) fait une fausse déclaration au registraire dans sa demande, (ii) néglige ou refuse de produire au registraire les renseignements que la présente loi ou ses règlements exigent;

c) dans le cas d'une demande de renouvellement, l'auteur de la demande a : (i) fait une fausse déclaration dans un rapport présenté au registraire, (ii) contrevenu à la présente loi ou à ses règlements, (iii) omis de verser le montant payable aux termes d'un jugement rendu contre lui pour des dommages subis en raison d'un acte accompli ou d'une omission commise par lui

<p>Suspension or cancellation of licence</p> <p>13. The Registrar may refuse to issue or renew a licence or suspend or cancel a licence if the applicant or licensee does not apply for a hearing within the time set out in paragraph 12(b).</p>	<p>13. Le registraire peut refuser de délivrer ou de renouveler un permis, ou encore de suspendre ou de révoquer un permis si l'auteur de la demande ou le titulaire du permis ne demande pas une audience dans le délai prévu à l'alinéa 12b).</p>
<p>Notice of hearing</p> <p>14. When an applicant or licensee applies for a hearing within the time set out in paragraph 12(b), the Registrar or an individual appointed by the Minister shall</p>	<p>14. Lorsque l'auteur de la demande ou le titulaire d'un permis demande une audience dans le délai prévu à l'alinéa 12b), le registraire ou le particulier nommé par le ministre :</p>
<p>(a) hold the hearing within 60 days of receiving the application for a hearing; and</p> <p>(b) serve written notice of the time and place for the hearing on the applicant or licensee within 30 days of receiving the application for a hearing.</p>	<p>a) d'une part, tient l'audience dans les 60 jours suivant la réception de la demande d'audience;</p> <p>b) d'autre part, signifie un avis écrit de la date, de l'heure et du lieu de l'audience à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis dans les 30 jours suivant la réception de la demande d'audience.</p>
<p>Examination of evidence</p> <p>15. On request, the Registrar or an individual appointed by the Minister, as the case may be, shall provide to the applicant or licensee an opportunity to examine, before the hearing, reports or evidence which relate to the subject matter of the hearing.</p>	<p>15. Sur demande, le registraire ou le particulier nommé par le ministre fournit à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis l'occasion d'examiner, avant l'audience, les rapports ou la preuve qui ont trait à l'objet de l'audience.</p>
<p>Content of hearing</p> <p>16. (1) At the hearing, the applicant or licensee may be represented by counsel, present evidence and cross-examine witnesses.</p>	<p>16. (1) À l'audience, l'auteur de la demande ou le titulaire du permis peut être représenté par avocat, présenter des preuves et contre-interroger les témoins.</p>
<p>Adjournment</p> <p>(2) The Registrar or the individual appointed by the Minister may adjourn a hearing from time to time.</p>	<p>(2) Le registraire ou le particulier nommé par le ministre peut ajourner l'audience.</p>
<p>Refusal to issue or renew</p> <p>(3) After a hearing on a refusal to issue or renew a licence, the Registrar or the individual appointed by the Minister, as the case may be, shall issue, renew or refuse to issue or renew the licence.</p>	<p>(3) Après la tenue d'une audience portant sur le refus de délivrer ou de renouveler un permis, le registraire ou le particulier nommé par le ministre délivre, renouvelle ou refuse de délivrer ou de renouveler le permis.</p>
<p>Cancellation or suspension</p> <p>(4) After a hearing on a suspension or the cancellation of a licence, the Registrar or the individual appointed by the Minister, as the case may be, may suspend or cancel the licence, as the case may be.</p>	<p>(4) Après la tenue d'une audience portant sur la suspension ou l'annulation d'un permis, le registraire ou le particulier nommé par le ministre peut suspendre ou annuler le permis, selon le cas.</p>
<p>Written reasons</p> <p>17. Where the Registrar or an individual appointed by the Minister refuses to issue or renew a licence under subsection 16(3) or suspends or cancels a licence under subsection 16(4), he or she shall, within 30 days of the day of the refusal, suspension or cancellation, give written reasons therefor and serve a copy of them on the applicant or licensee.</p>	<p>17. Lorsqu'il refuse de délivrer ou de renouveler un permis en application du paragraphe 16(3) ou qu'il suspend ou annule un permis en application du paragraphe 16(4), le registraire ou le particulier nommé par le ministre donne les motifs écrits de sa décision et en signifie une copie à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis dans les 30 jours</p>

<p>Suspension or cancellation of licence</p> <p>(2) The Registrar may, in accordance with sections 12 to 16, suspend or cancel a licence where</p> <p>(a) the licensee, a director of the licensee, or a partner of the licensee, where the licensee is a partnership, is convicted for a criminal or other offence that the Registrar considers relevant to the fitness of the licensee to engage in employment as a security employee or to carry on a security business;</p> <p>(b) the licensee</p>	<p>ou ses employés relativement à l'entreprise ou à l'emploi visé par le permis à renouveler.</p>
<p>(i) contravenes this Act or the regulations;</p> <p>(ii) makes a false statement in an application or report to the Registrar;</p> <p>(iii) neglects or refuses to produce to the Registrar any information required by this Act or the regulations; or</p> <p>(iv) fails to pay a judgment of a court against the licensee for damages occurring in connection with the business or employment in respect of which the licence is held.</p>	<p>le registraire peut, en conformité avec les articles 12 à 16, suspendre ou annuler un permis lorsque :</p>
<p>(i) contravenes this Act or the regulations;</p> <p>(ii) makes a false statement in an application or report to the Registrar;</p> <p>(iii) neglects or refuses to produce to the Registrar any information required by this Act or the regulations; or</p> <p>(iv) fails to pay a judgment of a court against the licensee for damages occurring in connection with the business or employment in respect of which the licence is held.</p>	<p>a) le titulaire du permis, un de ses administrateurs s'il est constitué en compagnie ou un de ses associés s'il est constitué en société de personnes est déclaré coupable d'une infraction, notamment d'une infraction criminelle, que le registraire estime avoir rapport à l'épénole du titulaire du permis à travailler à titre d'employé de sécurité ou à exploiter une entreprise de sécurité;</p>
<p>(i) contravenes this Act or the regulations;</p> <p>(ii) makes a false statement in an application or report to the Registrar;</p> <p>(iii) neglects or refuses to produce to the Registrar any information required by this Act or the regulations; or</p> <p>(iv) fails to pay a judgment of a court against the licensee for damages occurring in connection with the business or employment in respect of which the licence is held.</p>	<p>b) le titulaire du permis, selon le cas :</p>
<p>(i) contravenes this Act or the regulations;</p> <p>(ii) makes a false statement in an application or report to the Registrar;</p> <p>(iii) neglects or refuses to produce to the Registrar any information required by this Act or the regulations; or</p> <p>(iv) fails to pay a judgment of a court against the licensee for damages occurring in connection with the business or employment in respect of which the licence is held.</p>	<p>(i) contrevient à la présente loi ou à ses règlements;</p> <p>(ii) fait une fausse déclaration dans une demande ou un rapport présenté au registraire;</p> <p>(iii) néglige ou refuse de fournir au registraire les renseignements que la présente loi ou ses règlements exigent;</p> <p>(iv) omet de verser le montant payable aux termes d'un jugement rendu contre lui pour des dommages subis en raison d'un acte accompli ou d'une omission commise par lui ou ses employés relativement à l'entreprise ou à l'emploi visé par le permis.</p>
<p>(1) At the hearing, the applicant or licensee may be represented by counsel, present evidence and cross-examine witnesses.</p>	<p>12. S'il envisage de refuser de délivrer ou de renouveler un permis ou encore s'il envisage de suspendre ou d'annuler un permis, le registraire signifie un avis écrit à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis indiquant à la fois :</p>
<p>(1) At the hearing, the applicant or licensee may be represented by counsel, present evidence and cross-examine witnesses.</p>	<p>a) les raisons du refus, de la suspension ou de l'annulation envisagée;</p> <p>b) que l'auteur de la demande ou le titulaire du permis a droit à une audience devant le registraire si une demande en ce sens est faite par écrit et déposée au bureau du registraire dans les 30 jours suivant la signification de l'avis écrit.</p>
<p>(2) The Registrar or the individual appointed by the Minister may adjourn a hearing from time to time.</p>	<p>12. If the Registrar proposes to refuse to issue or renew a licence or proposes to suspend or cancel a licence, the Registrar shall serve written notice on the applicant or licensee stating</p>
<p>(3) After a hearing on a refusal to issue or renew a licence, the Registrar or the individual appointed by the Minister, as the case may be, shall issue, renew or refuse to issue or renew the licence.</p>	<p>(a) the reasons for the proposal; and</p> <p>(b) that the applicant or licensee is entitled to a hearing before the Registrar if an application for a hearing is made in writing and filed in the office of the Registrar within 30 days of service of the written notice.</p>
<p>(4) After a hearing on a suspension or the cancellation of a licence, the Registrar or the individual appointed by the Minister, as the case may be, may suspend or cancel the licence, as the case may be.</p>	<p>12. If the Registrar proposes to refuse to issue or renew a licence or proposes to suspend or cancel a licence, the Registrar shall serve written notice on the applicant or licensee stating</p>

qui suivent le refus, la suspension ou l'annulation.

APPEL

18. (1) Il peut être interjeté appel à la Cour suprême des décisions visées aux paragraphes 16(3) et (4).

(2) L'auteur d'une demande ou le titulaire d'un permis qui désire interjeté appel d'une décision visée au paragraphe 16(3) ou (4) dépose un avis d'appel auprès de la Cour suprême et en signifié une copie au registraire dans les 30 jours suivant la signification à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis d'une copie des motifs écrits.

(3) L'avis d'appel :
 a) indique les motifs sur lesquels l'appel est fondé;
 b) peut être modifié en tout temps avec l'autorisation d'un juge de la Cour suprême, selon les modalités que le juge estime indiquées.

(4) La Cour suprême peut confirmer, modifier ou annuler la décision du registraire ou du particulier nommé par le ministre.

(5) Sauf ordonnance contraire de la Cour suprême, la décision du registraire ou du particulier nommé par le ministre demeure exécutoire jusqu'à ce que l'appel soit tranché.

(6) La décision ou l'ordonnance que rend la Cour suprême dans le cadre d'un appel visé par la présente loi est définitive.

DISPOSITIONS DIVERSES

19. (1) Le titulaire d'un permis d'entreprise de sécurité avisé par écrit le registraire, dans un délai de 14 jours :

- a) de tout changement d'adresse résidentielle ou d'affaires;
- b) de tout changement de propriétaire ou au sein de la direction de l'entreprise de sécurité, y compris un changement d'administrateur, si le titulaire du permis est constitué en compagnie, ou d'associés, si le titulaire du permis est

- (c) a change of security employees employed by the security business;
- (d) a conviction against the licensee, a partner where the licensee is a partnership, a director where the licensee is a company or a security employee employed by the security business; and
- (e) an amendment or cancellation of a bond required by this Act.

(2) A person who holds a security employee licence shall, within 14 days of the change, report in writing to the Registrar:
 (a) a termination of his or her employment by a security business; and
 (b) a conviction against him or her.

20. For the purpose of determining whether to issue, renew, suspend or cancel a licence, the Registrar, or any person authorized by the Registrar, may make investigations and inquiries as he or she considers necessary regarding the character and the financial position of an applicant or licensee and any other matter he or she considers relevant.

21. (1) The holder of a security business licence shall keep records of the names and addresses of all persons employed by the holder in respect of the business for which the licence is held.

(2) Where the Registrar receives a written complaint regarding a licensee, the Registrar, or any person authorized by the Registrar, may, in the course of making an investigation or inquiry under section 20, at any reasonable time inspect and make photocopies of the records required to be kept under subsection (1).

22. No person shall disclose any information obtained in the course of the business or employment in respect of which a licence was issued except as permitted or required by law.

- c) de tout changement d'employés de sécurité au sein de l'entreprise de sécurité;
- d) de toute déclaration de culpabilité prononcée contre lui, contre un de ses associés s'il est constitué en société de personnes, contre un de ses administrateurs s'il est constitué en compagnie ou contre un employé de sécurité travaillant pour l'entreprise de sécurité;
- e) d'une modification ou annulation d'un cautionnement que la présente loi exige.

(2) Le titulaire d'un permis d'employé de sécurité avisé par écrit le registraire, dans un délai de 14 jours :

- a) de son licenciement par l'entreprise de sécurité pour laquelle il travaillait;
- b) de toute déclaration de culpabilité prononcée contre lui.

20. Afin de déterminer si un permis doit être délivré, renouvelé, suspendu ou annulé, le registraire, ou toute personne qu'il autorise, peut faire les enquêtes qu'il estime nécessaires relativement à la moralité et à la situation financière de l'auteur de la demande ou du titulaire du permis et à toute autre question qu'il juge pertinente.

21. (1) Le titulaire d'un permis d'entreprise de sécurité tient des registres contenant le nom et l'adresse des personnes qui travaillent pour lui relativement à l'entreprise visée par le permis.

(2) Lorsqu'il est saisi d'une plainte écrite concernant un titulaire de permis, le registraire, ou toute personne qu'il autorise, peut, au cours de l'enquête visée à l'article 20, examiner les registres qui doivent être tenus en vertu du paragraphe (1) et en faire des photocopies, à toute heure convenable.

22. Il est interdit de divulguer les renseignements obtenus au cours de l'exploitation de l'entreprise ou de l'exercice de l'emploi qui visent un permis si ce n'est dans la mesure permise ou requise par la loi.

Locksmiths, Security Guards and other Security Occupations

Display of license	23. The holder of a security business licence shall display the licence in a conspicuous place in every office from which the holder carries on the security business.	Affichage de permis 23. Le titulaire d'un permis d'entreprises de sécurité l'affiche à un endroit bien en vue dans chaque bureau où il exerce ses activités.
Identification	24. The holder of a security employee licence shall, while acting as a security employee, (a) carry the licence or any prescribed identification card issued to him or her; and (b) produce the licence or any prescribed identification card for inspection by any person who so requests.	Identification 24. Pendant qu'il agit à titre d'employé de sécurité, le titulaire d'un permis d'employé de sécurité : a) porte le permis ou toute carte d'identité réglementaire qui lui a été délivrée; b) présente le permis ou la carte d'identité réglementaire à toute personne qui lui en fait la demande.
Surrender of security business licence	25. (1) A security business shall surrender its licence to the Registrar. (a) without delay, when the security business ceases to carry on any of the businesses for which the licence was issued; (b) without delay, on the cancellation or suspension of the licence by the Registrar; or (c) within 30 days after a change of partners occurs, where the business is a partnership. (2) A security employee shall, without delay, surrender his or her licence and any prescribed identification card to the Registrar (a) when the security employee ceases to be employed by the security business for which the licence was issued; or (b) on the cancellation or suspension of the licence by the Registrar.	Remise du permis de sécurité 25. (1) L'entreprise de sécurité remet son permis au registraire : a) dès qu'elle cesse d'exploiter l'une des entreprises visées par le permis; b) dès que le registraire annule ou suspend le permis; c) dans les 30 jours suivant un changement d'associés, lorsque l'entreprise est constituée en société de personnes. (2) L'employé de sécurité remet son permis et toute carte d'identité réglementaire au registraire : a) dès qu'il cesse de travailler pour l'entreprise de sécurité visée par le permis; b) dès que le registraire annule ou suspend son permis.
ADMINISTRATION	APPLICATION	
Registrar	26. (1) The Commissioner in Executive Council may appoint a Registrar of Security Occupations. (2) The Minister may appoint an individual to hold a hearing under sections 14 to 17.	Registraire 26. (1) Le commissaire en conseil peut nommer un registraire des professions liées à la sécurité. (2) Le ministre peut charger un particulier de tenir l'audience visée aux articles 14 à 17.
Appointment for hearing	Signification	
Service	27. Where this Act or the regulations require that notice is to be served, the notice may be served (a) on an individual, personally or by sending the notice by registered mail to the latest known address of the individual; or (b) on a company by (i) leaving a copy of the notice with an officer of the company or at the	27. Lorsque la présente loi ou ses règlements exigent qu'un avis soit signifié, la signification peut être faite : a) à un particulier, par remise en mains propres ou par envoi de l'avis par courrier recommandé à la dernière adresse connue du particulier; b) à une compagnie : (i) soit par remise d'une copie de

registered office of the company, or

(ii) sending a copy of the notice by registered mail to the registered office of the company;

(c) on a partnership by

(i) leaving a copy of the notice with one or more of the partners or with an employee or agent of the partnership at the principal place of business of the partnership; or

(ii) sending a copy of the notice by registered mail to the principal place of business of the partnership; and

(d) on the Registrar by

(i) leaving a copy of the notice with the Registrar or an employee or agent of the Registrar at the office of the Registrar; or

(ii) sending a copy of the notice by registered mail to the Registrar at the office of the Registrar.

Evidence

28. (1) A certificate of the Registrar that states
(a) that a licence has been issued, renewed, cancelled or suspended; or

(b) the contents of documents in the records of the Registrar,

is admissible in evidence without proof of the office or signature of the Registrar and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate.

Mean

(2) A statement in a letter, advertisement, card or other document or paper to the effect that a person is carrying on a security business or is acting as a security employee is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof that the person is carrying on that business or acting as a security employee.

OFFENCES

29. No person who holds a licence shall

(a) hold himself or herself out as or act as a collection agency or a collector of debts or accounts;

(b) hold himself or herself out as providing services ordinarily provided by a peace officer or a by-law enforcement officer;

or

Prohibition

29. Les titulaires de permis ne peuvent :

a) prétendre être des agences ou des agents de recouvrement, ni agir à ce titre;

b) prétendre fournir les services que fournissent ordinairement les agents de la paix ou les agents d'entretien des règlements municipaux;

l'avis à un de ses dirigeants ou au bureau enregistré de la compagnie,

(ii) soit par envoi d'une copie de l'avis par courrier recommandé au bureau enregistré de la compagnie;

c) à une société de personnes :

(i) soit par remise d'une copie de l'avis à un ou à plusieurs associés ou à un des employés ou proposés de la société de personnes à l'établissement principal de collaboration;

(ii) soit par envoi d'une copie de l'avis par courrier recommandé à l'établissement principal de la société de personnes;

d) au registraire :

(i) soit par remise d'une copie de l'avis au registraire ou à un de ses employés ou proposés à son bureau;

(ii) soit par envoi d'une copie de l'avis par courrier recommandé au bureau du registraire.

Preuve

28. (1) Le certificat du registraire indiquant :
a) qu'un permis a été délivré, renouvelé, annulé ou suspendu;

b) le contenu de documents qui se trouvent dans les dossiers du registraire,

est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature du registraire ou sa qualité officielle; sauf preuve contraire, le certificat fait foi des faits qui y sont énoncés.

Preuve

(2) Toute déclaration figurant dans un document, notamment une lettre, une annonce ou une carte, et selon laquelle une personne exploite une entreprise de sécurité ou agit à titre d'employé de sécurité est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi que la personne exploite cette entreprise ou agit à ce titre.

INFRACCTIONS

29. Les titulaires de permis ne peuvent :

a) prétendre être des agences ou des agents de recouvrement, ni agir à ce titre;

b) prétendre fournir les services que fournissent ordinairement les agents de la paix ou les agents d'entretien des règlements municipaux;

(c) provide the services of a peace officer or a by-law enforcement officer unless the person is so employed.

30. No security business shall employ an individual as a security employee unless the individual holds a security employee licence.

31. No person shall display or have in his or her possession any badge, shield, card or other object purporting to indicate that he or she is licensed under this Act other than a licence or prescribed identification card.

32. No person who holds a licence, other than a security employee who guards or transports valuable property in an armoured vehicle, shall carry or otherwise possess a firearm in the course of the business or employment for which the licence is issued.

33. Every person who contravenes a provision of this Act or the regulations a provision of which is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$2000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

REGULATIONS

34. The Commissioner in Executive Council may make regulations

- (a) prescribing additional Acts, either federal, provincial or territorial, to be included in the definition "conviction";
(b) defining common locks, common keys and common straghooses;
(c) respecting the qualifications required of security employees;
(d) prescribing the types of security business licences and security employee licences that may be issued and the fees payable for each type of security business licence and security employee licence;
(e) prescribing the amount and terms of a bond to be provided under paragraph 6(1)(c);
(f) respecting the terms and conditions of licences, including temporary licences;

(d) respecting the issuance, surrender and delivery of licences and identification cards;

(e) respecting the duties of the Registrar;

(f) respecting the cutting of keys;

(g) for carrying out the purposes and provisions of this Act.

COMING INTO FORCE

Coming into force

35. This Act or any portion of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Commissioner.

ENTRÉE EN VIGUEUR

35. La présente loi entre en vigueur en tout ou partie à la date ou aux dates fixées par décret du commissaire.

Printed by Territorial Printer, Northwest Territories Yellowknife, N.W.T./1991©

Imprimé par l'imprimeur territorial, Territoires du Nord-Ouest Yellowknife (T.N.-O./1991©

RÈGLEMENTS

34. Le commissaire en conseil peut, par règlement :

- a) indiquer les autres lois, fédérales, provinciales ou territoriales qui doivent être visées par la définition de «déclaration de culpabilité»;
b) définir les termes «serrures ordinaires», «clés ordinaires» et «coffres-forts ordinaires»;
c) prendre des mesures concernant les qualités requises des employés de sécurité;
d) prévoir les types de permis d'entreprise de sécurité et de permis d'employé de sécurité qui peuvent être délivrés, ainsi que les droits exigibles pour chaque type de permis;
e) fixer le montant ainsi que les conditions du cautionnement prévu à l'article 6(1)c);
f) prendre des mesures concernant les